



## Communiqué de presse du 17 décembre 2013

Le GIPT a tenu son Assemblée générale au cours de laquelle les chiffres-clé de la campagne 2012-13 ont été présentés ainsi que les dossiers prioritaires pour l'interprofession. La réunion s'est achevée par une intervention sur les perspectives de la distribution alimentaire française.

### Domaines marquants pour la filière en 2012-13

2012-13 est la première campagne sans cadre réglementaire européen pour la féculé : plus de quotas, ni d'aides couplées, ni de prix minimum. Le secteur entre dans le marché libre. Les prix élevés des céréales ont jusqu'à présent reporté la restructuration annoncée du secteur, pourtant inévitable à l'échelon européen. Sur le plan français, les acteurs ont souhaité maintenir un accord interprofessionnel afin de donner un cadre contractuel renforcé pour gérer les achats de pommes de terre destinées à l'industrie de la féculerie. C'est le début d'une période charnière pour la filière française, qui doit éviter tout impact négatif supplémentaire sur sa compétitivité et surmonter le scénario d'une forte baisse des surfaces emblavées. C'est ce qui explique notamment la démarche engagée en 2013 par la filière pour bénéficier d'un soutien couplé transitoire à la production de pommes de terre féculières dès 2014.

En transformation, on constate un certain tassement de la demande sur le marché intérieur sauf sur le segment des chips qui reste dynamique. Les opportunités au grand export ont tendance à se réduire par la mise en place de barrières anti-dumping chez plusieurs importateurs. La restructuration européenne du secteur se poursuit avec des rachats d'entreprises qui viennent renforcer la concentration déjà élevée du secteur.

La recherche technique avec Arvalis Institut du végétal et la création variétale en partenariat avec le Comité Nord restent les deux piliers d'action du GIPT. Les autres sujets travaillés dans le cadre interprofessionnel sont en particulier : les aspects sanitaires, les accords régissant les conditions générales d'utilisation des pommes de terre par campagne, la veille pomme de terre.

### Perspectives sur la distribution alimentaire française par KantarWorldpanel

Le secteur français de la distribution alimentaire est caractérisé par une part élevée du circuit des hypermarchés et du Drive par rapport aux autres pays européens. Il subit de fortes évolutions depuis 4 ans, avec une perte de parts de marchés des hypermarchés > à 7500 m<sup>2</sup> et du hard discount, un gain pour les commerces de proximité, qui restent pour le moment des circuits de compléments et le Drive, parti de rien mais représentant déjà 4% de pdm en 2013. La LME (Loi de Modernisation de l'Economie) a eu des conséquences visibles sur l'évolution de l'image prix de certaines enseignes : E. Leclerc a ainsi beaucoup progressé, devançant Dia et Netto. Elle participerait aussi au repli du Hard Discount dont le positionnement prix est concurrencé par plusieurs enseignes de supermarchés. Le Drive, qui tire majoritairement sa croissance des hypermarchés, est un canal relativement bien adapté à la crise, avec un parc en pleine explosion. Son chiffre d'affaires sur l'ensemble des produits de grande consommation et frais en libre service devrait atteindre plus de 6 Mards € en 2015 d'après KantarWorldpanel.

### Les chiffres-clé de campagne

#### Bilan Transformation 2012-13 :

Approvisionnement des usines : 1,1 Mt (-2 % par rapport à 2011-12).

Production totale de produits transformés à base de pomme de terre : 567 000 t (+2 %).

Consommation des ménages : stable pour les frites et spécialités surgelées, hausse en chips (+3,7 %), baisse pour les produits déshydratés (-2,4 %) et cuits sous-vide (-3,1 %).

Consommation apparente (production+imports- exports) : en hausse, estimée globalement à 905 000 t.

#### Bilan Féculé 2012-13 :

905 000 t de pommes de terre féculières travaillées avec une richesse féculière moyenne de 21,8 %.

Utilisation de la féculé native en 2012 : montée en puissance des débouchés alimentaires qui en représentent désormais 2/3 pour 1/3 en non-alimentaire (inversement par rapport à la situation en 2010).